

La situation politique se dégrade au Burundi après les élections communales

RFI, 03 juin 2010 Au Burundi, les élections tournent au vinaigre. Cinq des sept candidats à l'élection présidentielle, pris dans avant la fin du mois, ont annoncé mardi 2 juin 2010, qu'ils se retireraient de la course. Ils dénoncent des fraudes massives orchestrées par le parti présidentiel le CNND-FDD lors des élections communales du 24 mai et contestent les résultats. Selon l'opposition, une urne suspecte remplie de bulletins de vote a été découverte samedi 29 mai 2010. Une annonce qui a entraîné des violences dans le quartier de Kinama au nord de la capitale. Et lors de ces manifestations, la police a arrêté une vingtaine de militants et cadres de l'opposition.

Dix-sept militants dont des cadres des partis FNL, Frodebu et UPD sont détenus dans les cachots d'un service spécial de la police à Bujumbura. Selon Pierre Claver Mbonimpa, le président de l'Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues, tous ont été arrêtés juste après les violences qui ont suivi la découverte dans le quartier de Kinama d'une urne qui contenait après l'opposition des bulletins de vote dont certains n'avaient pas été comptés. Pour Pierre Claver Mbonimpa, il s'agit de détenus politiques, il demande donc aux autorités burundaises les relâcher. « Ce qui nous a étonnés c'est qu'il n'y avait pas d'infraction marquée dans le registre de notre visite, ils ont marqué l'infraction de rébellion et d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat. C'est une politique ». Selon les sources de l'opposition, au moins cinquante de leurs militants ont été arrêtés depuis samedi mai dans d'autres provinces du pays. Pour de nombreux observateurs, la contestation par les principaux partis de l'opposition burundaise des résultats des communales du 24 mai pourrait déstabiliser ce pays qui sort à peine de treize ans de guerre civile. Et signe qui ne trompe pas, le ministre burundais de la Sécurité publique et celui de la Défense nationale sont montés au créneau mardi et ont lancé une opération mise en garde aux partis d'opposition. Pierre Claver Mbonimpa appelle aujourd'hui la police à se ressaisir « Ce que je demande, c'est que la police soit vigilante, soit neutre. Qu'elle affiche son comportement de non son appartenance politique. Aujourd'hui, je dirai qu'elle ne l'affiche pas ».